

Pascal Canfin

« L'écologie simpliste, ça ne marche pas »

Recueilli par Marine Lamoureux Photo : Colin Delfosse - La Croix L'Hebdo 17-18 avril 2021



Colin Delfosse pour La Croix L'Hebdo

À la tête de la commission environnement du Parlement européen, l'eurodéputé dispose d'une position clé dans les négociations autour du Green Deal – le « pacte vert » proposé par la Commission pour que l'UE devienne neutre en carbone en 2050. Critiqué par les écologistes pour s'être rallié à Emmanuel Macron, il défend une écologie du compromis.

Dans quelques jours, le 22 avril, un sommet international impulsé par Joe Biden doit marquer le retour des États-Unis dans la diplomatie climatique, après quatre ans de rupture trumpiste. Quel peut être l'impact d'une telle rencontre ?

Joe Biden a déjà annoncé que son pays revenait dans l'accord de Paris, mais en soi, cela ne change rien. Ce qui compte, c'est la feuille de route des Américains pour 2030. Autrement dit : à quelle baisse d'émissions de CO₂ s'engagent-ils ? Ce chiffre clé sera annoncé lors du sommet. C'est majeur : à partir de là, les politiques publiques s'enclenchent, on entre dans l'action concrète. L'Union européenne, elle, s'est engagée à réduire ses émissions d'au moins 55 % d'ici à 2030.

Les planètes semblent donc bien alignées...

Plus que jamais. C'est la première fois qu'avec la neutralité carbone en 2050, Europe et États-Unis affichent un même objectif climat de long terme. Dans ce contexte, tout l'enjeu est de définir ce qui peut être mené de concert par nos deux puissances, qui représentent 40 % du PIB mondial. Prenons l'exemple des standards CO₂ des véhicules. Des deux côtés de l'Atlantique, nous allons vers un développement massif des voitures électriques. Dès lors, peut-on imaginer de le faire ensemble, en érigeant un cadre réglementaire commun ? Imaginez l'avantage pour nos constructeurs ! Et l'on peut décliner cette démarche : sur les énergies renouvelables, le verdissement du système financier, la rénovation des bâtiments, etc.

Quel impact peut avoir cette dynamique pour le reste du monde ?

Elle est très importante. Car tous les investissements que nous ferons dans les technologies vertes (hydrogène, stockage de l'énergie...) vont favoriser une baisse des coûts dont pourront, ensuite, bénéficier d'autres pays pour leur propre décarbonation. Aujourd'hui, le problème n'est pas le manque

d'innovation – nous maîtrisons déjà les technologies de la transition et c'est une très bonne nouvelle –, c'est leur coût élevé.

Qu'en est-il du rôle de la Chine, premier émetteur mondial aujourd'hui ?

Soyons clairs : les tensions avec la Chine – sur le commerce, le numérique, les droits de l'homme... – vont aller croissant. C'est le corollaire de leur montée en force : la Chine est en passe de devenir la première puissance mondiale et c'est l'une des pires dictatures de la planète. Ni les États-Unis ni l'Europe n'ont intérêt à ce que le monde soit piloté par un pays dont le système de valeurs est aux antipodes du nôtre. Pour autant, la vision stratégique que je défends, comme John Kerry et d'autres, est que le climat doit rester un espace de coopération. La tonne de CO₂ n'appartient à personne et l'impact des émissions est mondial.

Cela semble le cas depuis l'accord de Paris de 2015, non ?

Il y a eu un point de bascule dès l'automne 2014. Barack Obama et Xi Jinping ont alors décidé de coopérer sur le climat, en dépit de leurs divergences, parce que c'est un bien commun de l'humanité. Cette démarche a permis d'aboutir à l'accord de Paris. Et elle a tenu l'ère Trump – les Chinois en ont même profité pour affirmer leur leadership, face à des États-Unis en retrait. Avec le retour du leadership américain, les cartes sont rebattues. Que vont faire les Chinois ? Le deal de 2014 sera-t-il renouvelé ? Le sommet du 22 avril sera riche d'enseignements.

Pressenti un temps au ministère de l'écologie en France, vous avez choisi l'échelon européen pour agir. Pour quelles raisons ?

C'est le meilleur échelon pour avoir de l'impact : la politique agricole commune, c'est européen, les standards des voitures, c'est européen, les règles des marchés financiers et des banques, pareil. L'Europe est aussi le deuxième marché du monde derrière la Chine. L'impact va donc au-delà de ses frontières : vous êtes un fabricant indien de jouets et vous voulez vendre dans l'UE ? Vous devez respecter la directive Reach sur les produits chimiques. C'est l'« effet Bruxelles ». Nous vivons, en outre, un moment décisif, car pour la première fois, les conditions d'une transformation systémique sont réunies.

Pouvez-vous être plus précis ?

Nous disposons désormais de deux leviers décisifs : le levier technologique, j'en ai parlé ; et le levier culturel. La population européenne est beaucoup plus sensible aux impératifs écologiques, la norme sociale change, les tendances de marché évoluent. Ce qu'il manque ? La modification des règles politiques, des cadres réglementaires, pour rendre ce changement systémique possible. Or, c'est précisément ce que nous faisons avec le Green Deal. Peu de gens en ont conscience, mais nous allons changer plus de 50 lois européennes d'ici à l'été 2022 ! Sur des sujets qui sont au cœur de nos vies : la voiture, le droit à la réparabilité des objets, les aires protégées, pour ne citer que quelques exemples. À l'échelle d'un continent, le Green Deal est le plan de transition écologique le plus abouti au monde.

Et vous êtes, en tant que président de la commission environnement, à un poste stratégique pour lui donner corps...

Oui. Car l'immense majorité de ces 50 textes passe par ma commission, dont c'est la compétence. Par ailleurs, Renew (*le groupe centriste du Parlement européen, NDLR*), auquel j'appartiens, est au cœur des différentes majorités – et la délégation française de députés y est la plus importante. Bref, lorsque vous cumulez tout cela, il devient quasiment impossible qu'une réforme passe sans que nous participions au compromis. Et comme président de la commission environnement, je suis à la tour de pilotage, en quelque sorte. Cela m'a permis par exemple de négocier le volet « vert » du plan de

relance européen : sur les 750 milliards d'euros mis sur la table, 37 % iront à la transition écologique, 0 % à ce qui peut lui être nuisible.

Sauf que les textes du Green Deal sont loin d'être encore votés... La bataille ne fait que commencer, avec des lobbys aux aguets. Comment éviter un détricotage ?

C'est une bataille, bien sûr. Mais nous la menons. Prenons les pesticides. Pour la première fois, l'Europe s'est fixé un objectif de réduction de ces substances, de 50 % d'ici à 2030. En face de nous, le lobby de l'agrochimie est très puissant – en Allemagne, je rappelle qu'il y a Bayer, qui a racheté Monsanto et BASF. Ce lobby fait tout pour édulcorer l'objectif et qu'il finisse dans un tiroir. Alors, oui c'est une bataille.

Et comment la gagne-t-on ?

D'abord, il faut des politiques qui bossent. Trop de politiques ne prennent pas leurs responsabilités, déposent un amendement moins-disant sur l'écologie qu'on leur a glissé et qu'ils ont à peine lu... Ensuite, il faut construire une contre-expertise technique, pour être armés face aux lobbys. Lors de mon premier mandat de député européen, il y a dix ans, j'en ai fait l'expérience à la commission des affaires économiques. Lorsque, au nom des Verts, j'ai voulu m'atteler à la régulation de la finance, j'ai vu arriver tout le lobby bancaire : telle mesure « *n'était pas faisable* », telle autre « *allait couler le secteur* »... J'ai alors encouragé la création de l'ONG Finance Watch pour que les élus puissent disposer d'une expertise sur des sujets ultra-technos. Sur les enjeux écologiques, les ONG font très bien ce travail. Des organisations comme le WWF, France Nature Environnement ou encore Transport et environnement sont capables d'être extrêmement pointues.

L'autre clé, c'est d'ériger des alliances avec les forces progressistes, au-delà de la mobilisation très importante des jeunes et des ONG.

Avec qui précisément ?

Les entreprises qui veulent avancer sur la transition écologique, parce qu'elles y ont suffisamment investi, et la sphère politique. Aujourd'hui, le cœur politique de la Commission von der Leyen, celui qui fait avancer le Green Deal, va des Verts au centre droit. Un exemple ? En montant une alliance « pour une relance verte » – avec des élus, des syndicats, des grands patrons –, nous avons contré les conservateurs qui espéraient profiter de la crise sanitaire pour bloquer les avancées sur le climat. Quand on parvient à les nouer, c'est inarrêtable.

En France, de nombreux écologistes vous critiquent pour ce rapprochement avec les grandes entreprises privées.

Ce n'est pas très surprenant car le clivage public/privé a façonné les forces progressistes au XX^e siècle. Mais c'est un clivage dépassé et complètement inopérant pour la transition écologique. Les plus grands pollueurs sont des entreprises publiques : Gazprom, Saudi Aramco (*la compagnie nationale saoudienne d'hydrocarbures, NDLR*), des entreprises chinoises. Et, comme elles ne sont pas cotées, il n'y a aucune transparence. C'est ce que je dis à Jean-Luc Mélenchon : c'est un modèle parfait pour toi, 100 % public. Et bim ! Ce sont les plus grands pollueurs au monde ! L'idée selon laquelle le public c'est bien, le privé c'est mal, c'est absurde ; tout comme l'idée inverse d'ailleurs. Il faut sortir de cette grille de lecture. Mais les Verts français ont beaucoup de mal. Alors que chez les Verts allemands, ce n'est même pas un sujet. Ils revendiquent le fait de construire l'économie sociale écologique de marché. Voilà le grand défi de notre temps.

L'écologie politique française s'est construite dans une culture de l'affrontement, en prônant une approche radicale. Cette radicalité n'est-elle pas nécessaire ?

Si, bien sûr qu'il faut être radical. Et je le suis. Sur les objectifs comme sur la méthode – construire du consensus est bien plus radical que d'être dans la posture. Pourquoi, à votre avis, n'avons-nous pas réussi à avancer comme nous aurions dû dans trois domaines absolument clés de la transition : le logement, l'agriculture et le transport routier ? Et ce quels que soient les ministres – verts, socialistes, centristes ou de droite... Pour une raison simple : personne n'est parvenu à bâtir les conditions de cette transformation, à construire le « comment ». Notre société est complexe, les gens sont complexes, ils sont pris dans des contradictions, des contraintes matérielles. L'écologie simpliste, ça ne marche pas.

Et comment y parvient-on, selon vous ?

En fixant clairement le cap et en négociant les modalités pour y parvenir avec les acteurs concernés. Prenons l'exemple des agriculteurs. Ils n'utilisent pas du glyphosate pour le plaisir ; il faut développer les alternatives à grande échelle, ce qui prend forcément un peu de temps. Nous avons fait 50 % du chemin, mais c'était matériellement impossible de tout faire en trois ans. Pour la rénovation thermique, c'est la même chose : il faut négocier avec les banquiers, les promoteurs, les collectivités locales, les artisans, les énergéticiens, les propriétaires, les locataires (1)...

Les slogans simplistes, du style « *On sort du nucléaire en 2030* », les « y a qu'à, faut qu'on », ça ne marche pas. Soit les gens se rebellent, soit il ne se passe rien. On le sait quand on s'intéresse à la vraie vie. Moi, je ne suis pas né dans les beaux quartiers, je connais les difficultés sociales – ma mère a travaillé à 14 ans parce qu'il fallait rapporter de l'argent à la maison. C'est pour cela que je suis un radical réformiste. C'est d'ailleurs la seule option en démocratie. Sinon, dites-moi comment vous faites, concrètement ?

Certains prônent une dictature verte...

Je rappelle qu'au XX^e siècle, dans le débat entre radicalisme et réformisme sur les inégalités, la transformation du capitalisme, l'option radicale a donné les dictatures communistes.

Vous vous décrivez comme un radical réformiste mais en rejoignant la macronie, n'avez-vous pas plutôt opté pour les « petits pas » dénoncés par Nicolas Hulot lorsqu'il a démissionné du gouvernement, en septembre 2018 ?

Nicolas Hulot est arrivé trop tôt, à mon avis. Car depuis le début du quinquennat, Emmanuel Macron a fortement évolué sur l'écologie. Macron, je sais d'où il vient : en 2012, la première fois que je le rencontre – j'étais au gouvernement et lui secrétaire général adjoint de l'Élysée –, c'est un industrialiste classique, il est pro-gaz de schiste, pro-mines, pro-diesel. Il essaie même de me convaincre qu'il serait bon de développer les gaz de schiste en France !

Mais on n'est plus du tout dans ce contexte. Ce n'est plus le même Macron. Aujourd'hui, sous son impulsion, on a arrêté Notre-Dame-des-Landes, Europacity, Montagne d'or. Chaque année accélère sa transition personnelle sur ces sujets.

Pourtant, au-delà de l'arrêt de ces projets, son bilan reste assez mince. Le projet de loi climat, en cours d'examen, est bien en deçà des propositions citoyennes.

Il a un bilan, mais il reste du chemin à parcourir. Macron est le premier président post-accord de Paris, il doit endosser ces habits-là. Je lui dis : « *Tu dois être le premier président de la transition*

écologique. » Personne ne l'a jamais fait. Macron, je le sais, est convaincu sur le fond, mais il bute sur les obstacles politiques. Il n'a pas encore fait sa nouvelle synthèse idéologique, celle d'une écologie de gouvernement. Comme de Gaulle après la guerre, qui a érigé l'État-providence par la négociation collective et des règles du jeu publiques, Macron doit s'atteler à la transition. Aujourd'hui, aucun parti n'en a le monopole, et c'est tant mieux.

Mais quel regard portez-vous sur le projet de loi climat ?

Certaines mesures sont structurantes, comme l'alignement de la politique agricole avec les objectifs climatiques et de protection de la biodiversité. Mais certaines mesures sont parfois en deçà des propositions des citoyens. Ce n'est pas par manque d'ambition, mais parce que les conditions de réussite de telle ou telle réforme ne sont pas là. Sur l'alternative de deux heures et demie à l'avion, pourquoi n'avons-nous pas opté pour les trajets de quatre heures ? Tout simplement parce qu'on n'a pas les trains ! La SNCF ne peut pas, à ce stade, absorber cette part de clientèle sans investir davantage, ce qui demande du temps. Je dois avouer que je suis exaspéré par le simplisme des certaines propositions.

Lorsque l'on est écologiste et que l'on quitte le WWF pour rejoindre La République en marche, ne perd-on pas en crédibilité ?

Non, je suis très à l'aise avec ce choix. J'ai un mandat européen et ici, la culture du compromis prime, il n'y aurait pas d'Europe sans cela. Quant à la « pureté » en politique, je n'ai aucun surmoi marxiste. Dans ma famille, la culture politique était assez complexe : mon père était communiste, ma mère catholique. Il y avait de beaux débats à la maison... Depuis lors, je déteste les extrémismes de droite comme de gauche, tout comme le conservatisme irresponsable d'une partie de la droite sur le plan climatique. Je revendique d'être pour une écologie qui transforme sans fracturer. Ici, je suis au cœur du réacteur. Le matin quand je me lève, ce qui m'anime, c'est l'impact, le résultat.

En dépit des efforts, les données scientifiques sur le changement climatique sont alarmantes. Comment gardez-vous espoir ?

C'est justement parce que ces données sont très inquiétantes qu'on ne peut pas baisser les bras. Si les gens comme moi, tous ceux qui sont animés par les mêmes convictions, baissent les bras, alors la bataille est perdue. Et je ne me vois pas, dans trente ans, dire à mes enfants : ça, c'est le monde que je t'ai laissé et je n'ai rien fait pour l'empêcher. C'est un moteur très puissant. Le pouvoir pour le pouvoir ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, c'est de changer les choses.



Pascal Canfin et notre journaliste Marine Lamoureux - Colin Delfosse pour La Croix L'Hebdo

Pourquoi lui

Pascal Canfin est, de longue date, une figure de l'écologie en France. Mais alors que la mouvance verte est ancrée à gauche, voire à l'extrême gauche, lui tranche par ses choix, assumant une écologie du compromis plutôt que de la rupture. En 2019, il quitte la direction de l'association WWF France et rejoint la liste de La République en marche aux européennes.

Pour cela, il a été critiqué, accusé d'être la « caution verte » d'un Emmanuel Macron jugé peu allant sur l'environnement. Pas de quoi déstabiliser ce fin politique, dont chacun reconnaît la capacité de travail et la

bonne connaissance des dossiers. D'autant qu'il en est convaincu : pour agir sur le climat, il faut être au cœur de la machine européenne, car c'est là que se jouera la transition de nos modèles économiques.

Cette transition, il l'estime en bonne voie et, là encore, le ton tranche face aux discours catastrophistes. À quelques jours d'un sommet international décisif sur le climat, le 22 avril, qui marque le retour des États-Unis dans l'arène, nous lui avons donné la parole.

(1) Tel fut l'objet de la « mission Sichel », début 2021, sur le financement de la rénovation des passerelles énergétiques.